

PRÉFET DE LA SOMME

Installations classées pour la protection de l'environnement
Parc éolien sur le territoire de la commune de VILLERS-LÈS-ROYE
Société SAS INNOVENT (ROYE I)
Abrogation de mise en demeure

Le préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, préfet de la Somme ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2016 mettant en demeure la société SAS INNOVENT (ROYE I) exploitant un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs sur le territoire de la commune de VILLERS-LÈS-ROYE de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant délégation de signature du préfet au secrétaire général ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 3 août 2017, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté le 12 avril 2017 que l'exploitant a respecté la mise en demeure du 6 décembre 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

- ARRÊTE -

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 6 décembre 2016 susvisé délivré à la société SAS INNOVENT (ROYE I) sont abrogées.

Article 2 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, sous-préfète de Montdidier par intérim, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS INNOVENT (ROYE I) et dont une copie sera adressée au maire de la commune de VILLERS-LÈS-ROYE.

Amiens, le **14 SEP. 2017**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général.

Jean-Charles GERAY